



Le Parc national des Pyrénées

Un exemple des conséquences induites par les baisses d'effectifs

Les 11 parcs nationaux français sont de vastes espaces naturels terrestres ou marins protégés, métropolitains ou ultra-marins, dédiés à la conservation de la biodiversité, des paysages, du patrimoine, au ressourcement et à la sensibilisation du public.

Plus ou moins habités dans leurs cœurs, selon le contexte géographique, mais toujours bien peuplés en aire d'adhésion, ils sont le théâtre d'activités humaines, économiques et ont un objectif de conciliation des usages avec la nature et les patrimoines en général. La pédagogie et l'expertise sont leurs principaux outils de travail au côté d'une réglementation environnementale spéciale uniquement dans leurs cœurs.

Un parc national est géré par un établissement public sous tutelle du MTE mais administré par un conseil à majorité de personnalités et élus locaux.

Les 11 établissements publics des parcs nationaux ne comptent plus qu'environ 800 postes permanents pour 2 616 800 ha de cœurs, soit l'équivalent de 4 départements français.

Les parcs nationaux historiques sont passés de 844 ETPT à 752 ETPT, soit une perte de 92 emplois en 10 ans alors que leurs missions ont été multipliées par la loi de 2006. A côté le ministère crée des parcs nationaux sous-dotés ; c'est le cas du Parc national des Calanques, qui depuis 2012 souffre de ce manque d'effectifs (malgré un geste supplémentaire de +2.8 ETPT en cours d'année 2021). Quant au Parc national de Forêts, créé en 2019, le ministère commence enfin à le doter ! Ils étaient 10 début 2021 ! Ils passent difficilement à 20 en cours d'année et au 03/09/21 tous les nouveaux postes ne sont pas encore pourvus.

Ces coupes drastiques dans les effectifs des parcs nationaux ont des conséquences sur les missions de service public exercées par les parcs nationaux. Un exemple, parmi d'autres : le parc national des Pyrénées.

Le Parc national des Pyrénées, l'exemple-type des « vieux parcs mythiques »

Entre 2011 et 2018, le Parc national des Pyrénées a perdu 16 ETPT (Equivalent Temps Plein travaillé), soit 18% de ses effectifs.

Des missions abandonnées

La mission de suivi et de gestion des rapaces

Les Pyrénées occidentales, et notamment les vallées d'Aspe et d'Ossau, sont réputées pour leur diversité, mais aussi la quantité de rapaces présents : des charognards comme le Vautour fauve ou le fameux Gypaète barbu, aux prédateurs tels l'Aigle royal ou le Circaète Jean-le Blanc.

- Le suivi de l'Aigle royal a été purement abandonné ;
- Celui du Percnoptère d'Egypte, petit charognard migrateur, (qui fait l'objet d'un Plan National d'Action) a été délégué en partie, à des associations naturalistes compétentes, mais bénévoles ; ainsi, certains sites de reproduction ne sont plus suivis par manque de jumelles !

Cette connaissance approximative, dite en « gruyère », a des conséquences majeures en matière de gestion/cohabitation avec les activités humaines. En effet, autour de chaque nid de rapace repéré, une Zone de Sensibilité Majeure est mise en place, interdisant tout dérangement. Si les suivis ne sont pas exhaustifs, il peut donc se produire des survols d'hélicoptères ou encore des travaux forestiers, nuisibles pour les animaux et leur reproduction.

La mission agroécologie

Dans les Pyrénées, le pastoralisme avec ses transhumances, ses fromages d'estive et sa viande de qualité, marque les saisons et les paysages. Il est même un des « caractères » du parc national, inscrit dans sa charte.

En 2015, suite à des remontées de terrain et de réflexions avec les personnels, la direction décide de renforcer la mission « pastoralisme », en créant des postes de techniciens, afin d'accompagner les bergers et éleveurs dans la prise en compte des enjeux agro écologiques :

- comment concilier maintien de la qualité fourragère des montagnes et protection de la biodiversité ?
- Comment améliorer les conditions de travail des bergers, tout en préservant un espace naturel exceptionnel ?
- Comment initier des pratiques éco-responsables
- Comment favoriser un pastoralisme paysan et non industriel ?
- Etc

Avec la suppression de deux postes de technicien en 2018, ces problématiques cruciales ne sont plus prises en compte.

Diminution des périodes d'ouverture des maisons du Parc (accueil et sensibilisation du public); diminution de la mission Éducation à l'environnement, notamment en direction des publics, groupes ou écoles ne faisant pas partie des vallées; diminution du nombre de jours de police en zone cœur du PNP; révision à la baisse des actions en direction des communes adhérentes à la Charte ; les coupes successives dans les effectifs et les moyens du parc ont fortement réduit son action sur le territoire.

Le service documentation et bibliothèque

Les fonds ont été légués aux archives départementales des Hautes Pyrénées à Tarbes.

Des missions en réduction

Maisons du Parc

Abandon d'une Maison du Parc à Luz-St-Sauveur (65) et diminution des périodes d'ouverture des autres maisons du Parc (accueil et sensibilisation du public).

Éducation à l'environnement

Diminution de la mission Éducation à l'environnement, notamment en direction des publics, groupes ou écoles ne faisant pas partie des vallées.

Police en zone cœur

Diminution du nombre de jours de police en zone cœur du PNP.

Actions en direction des communes adhérentes

Révision à la baisse des actions en direction des communes adhérentes à la Charte: par exemple, allègement du programme Atlas de la Biodiversité Communale, programme phare du Parc sur la prise en compte de la biodiversité ordinaire et extraordinaire dans le cadre des aménagements futurs des communes adhérentes ; Abandon de la mission éco-responsabilité...

Des conséquences sur les moyens

Précarité

Recours à du personnel précaire, vacataires par intérim, à hauteur de 3.5 ETPT. Ces vacataires, parfois hyper compétents (naturalistes confirmés), peuvent être recrutés pour des salaires et des conditions de travail (équipement à sa charge, pas de panier repas ou heures sup ou de nuit, etc) de misère !

A cela, se rajoute l'emploi de services civiques (1 par secteur) durant 8 mois, chaque année.

La montée du stress et des problèmes psycho-sociaux

Cela se concrétise par une augmentation des arrêts de travail (accident du travail ou problèmes psycho-sociaux). Ainsi, par exemple, 9 jours en 2016 mais 269 jours en 2017.

Vente des logements des gardes

Cela remet en cause l'ancrage territorial du Parc dans les vallées.

Pertes budgétaires

Perte de 1.3 millions d'euros entre 2011 et 2018, soit - 15%.

Dans cette enveloppe perdue, il y a 300 000€ de la Convention Inter-régionale de Massif (CIM), qui a été récupérée par l'État, et non compensée depuis 2015. Cette CIM abondait notamment les aides au territoire du Parc. La Direction du Parc a décidé de piocher dans son budget propre ces 300 000€, afin de permettre la continuité des aides au territoire; mais, au vu des baisses constantes du budget, il est à craindre (à partir de 2020), que l'établissement ne puisse plus assumer et renonce à ces aides primordiales pour l'action du Parc dans les vallées.